

Le thermomètre de l'activité

« PIB, levez-vous ! La Cour vous accuse... »

L'activité économique est mesurée en unités monétaires par le PIB (Produit Intérieur Brut) Mais cette mesure nous en dit à la fois trop et pas assez. D'abord elle ne nous montre pas tout, car elle ne prend pas en compte les activités qui satisfont des besoins sans faire l'objet d'une vente (en particulier le travail domestique). Dans le procès instruit à l'encontre du PIB, l'accusation fourmille d'anecdotes à ce sujet : on fait baisser le PIB quand on épouse sa secrétaire, ou sa femme de ménage (moins fréquemment cité - machisme oblige -, quand une femme épouse son jardinier ; encore plus rarement évoqué - et pour cause -, quand une écrivaine épouse son éditeur). Le vocabulaire varie selon le milieu social que l'on veut sensibiliser. Il faut cependant savoir que les comptables nationaux s'efforcent de tenir compte des activités non comptabilisées monétairement par des imputations, qu'ils estiment au total à 30% du PIB français en 2007¹ (!)

D'un autre côté, ce PIB nous en dit trop car il additionne des valeurs absolues, des grandeurs qui (du point de vue des besoins sociaux), devraient être affublés de signes opposés. Certains exemples anecdotiques de « PIB négatif » sont bien connus : l'accident de voiture, expérience absolument négative pour la personne qui la vit, est enregistrée comme une augmentation du PIB parce que de multiples activités ont été engendrées par lui : dépannage, réparation, soins, production de nouveaux véhicules, activité d'assurance, d'expertise, etc. Deuxième exemple, les fleurs que vous avez achetées le jour de la dernière Saint Valentin à Lyon ont été cultivées au Maroc, puis acheminées près d'Amsterdam, d'où elles se sont à nouveau envolées en direction de la capitale des Gaules. L'allongement des distances conduit à augmenter, sous forme d'une activité de transport, le PIB des Pays-Bas et de la France. Un peu plus de kérosène s'est échappé dans l'atmosphère, et vos roses n'en sentent pas mieux pour autant, peut-être au contraire se sont-elles d'autant plus défraîchies². Troisième exemple, la production des prospectus publicitaires qui remplissent votre boîte aux lettres avant d'encombrer les poubelles sélectives ou non, augmente le PIB de votre pays, en alimentant les activités de fabrication et de recyclage de papier. Cette production n'a satisfait aucun de vos propres besoins. Vous sentez que ce cycle fabrication - pollution - recyclage - correspond à une logique qui vous est étrangère. Il en est de même des multiples emballages et suremballages qui ne sont là que pour signaler une différence dans la gigantesque mise en scène de la concurrence.

D'une manière plus générale, les impacts environnementaux durables (au sens propre) conduisent à une érosion de la valeur patrimoniale de la planète Terre : épuisement des

¹ CF. « La bataille des indicateurs », *Alternatives économiques*, n° 283 – septembre 2009, p. 59.

Les loyers fictifs attribués propriétaires qui occupent leurs logements constituent l'exemple le plus parlant de ces imputations.

² Les différents composants d'un jean Lee Cooper parcourent 65 000 km. Le coton de la toile, venu du Bénin, celui des poches, du Pakistan, la teinture d'indigo d'Allemagne, etc., sont assemblés en Tunisie.

ressources naturelles, pollution, réchauffement, réduction de la biodiversité, etc. Cette réduction de richesse devrait être déduite de la mesure de la croissance que l'on définit par une augmentation de richesse

Le PIB, otage de la décroissance et des décroissants

Cependant, les imperfections de l'instrument de mesure servent trop souvent d'alibi et se trouvent mises au service de démonstrations qui portent en réalité sur l'objet de la mesure et non sur l'instrument. On ne guérit pas de la fièvre en cassant le thermomètre, pas plus qu'on ne prouve l'inutilité du chauffage en constatant que le thermomètre est en panne.

Les « décroissants » n'aiment pas la croissance. Tout naturellement, s'ils voient monter le PIB, ils rappelleront que cette croissance n'est pas réelle puisque le PIB contient une part de PIB « négatif ». Mais ils entretiennent de ce fait une confusion élémentaire entre une grandeur et la croissance de cette grandeur. On peut penser qu'un indicateur sur-ou-sous-estime une réalité. Cela ne signifie pas que son augmentation ne reflète pas bel et bien l'augmentation de cette réalité. Déduire que la production de biens et services utiles n'augmente pas du tout quand le PIB augmente, sous le simple prétexte que dans le PIB, il n'y a pas que des biens et services utiles, c'est supposer que seul le PIB négatif augmente quand il y a croissance. Qui oserait réduire par exemple la croissance de la période des « trente glorieuses » à une seule et hypothétique multiplication des accidents de voitures, des maladies³, des catastrophes naturelles ? A l'inverse, a-t-on vu ces événements se raréfier dans les phases de ralentissement, et disparaître au plus noir des récessions ? On pourrait presque parier le contraire. A moins, peut-être, que les récessions ne s'expliquent par la multiplication des épousailles entre patrons et secrétaires. Il faudrait demander aux chercheurs démographes de vérifier ce point. Il conviendrait également de demander aux chômeurs qui se sont multipliés dans les récessions et à ceux qui ont retrouvé un emploi dans les périodes de croissance, s'ils pensent qu'il n'y a vraiment aucune réalité concrète derrière ces phénomènes approchés par la statistique.

Autre erreur élémentaire : la confusion entre une grandeur et une proportion, entre une grandeur et une hiérarchie. C'est l'erreur que l'on commet quand on refuse, au nom de ces sur- et sous-estimations, toute pertinence au PIB pour broser un tableau des inégalités mondiales de développement.

On peut accepter l'idée que le PIB d'un pays surestime ou sous-estime la production réelle de richesses dans ce pays. Mais comme c'est le cas dans chaque pays, il n'y a en réalité aucune raison *a priori* que la hiérarchie réelle des richesses ne reproduirait pas, si l'on savait la mesurer, la hiérarchie des PIB. Si l'on savait la mesurer, écrivais-je ? Si l'on ne sait pas le faire, peut-être pourrait-on remplacer cette carence par le raisonnement. Ce dernier nous

³ Ce qui serait paradoxal, avouons-le.

souffle que les pays les moins industrialisés sont ceux dont le PIB sous-estimerait le plus la richesse en raison de l'importance toute particulière que prennent dans ces pays les activités informelles non prises en compte dans cet agrégat. A l'inverse, on peut penser *a priori* que le PIB des pays industrialisés (y compris, il est vrai, des pays émergents) sur-représente le PIB négatif en raison de l'importance du trafic routier, des nuisances et des activités réparatrices de ces nuisances. Doit-on aller jusqu'à conclure que le Burkina Faso est vraiment beaucoup plus développé et plus « riche » que l'Allemagne ?

Du reste, des réponses statistiques existent malgré tout, puisque depuis quelques années, des institutions internationales, (ONU, OCDE, Union Européenne), conscientes des critiques adressées au PIB, se sont efforcées de bâtir de nouveaux indicateurs censés mieux refléter non seulement la production réelle de richesse, mais aussi le degré de satisfaction des besoins, ceux-ci incluant les besoins à caractère social (dignité, égalité, équité...). Certains ont même prétendu mesurer le « bonheur ». En calculant l'Indicateur de Développement Humain (IDH), moyenne pondérée du PIB par habitant, de l'espérance de vie et d'un indicateur de niveau d'instruction, le Pnud (programme des Nations unies pour le développement), fut un pionnier en la matière. Son application statistique révèle qu'en effet, la classification des pays du monde selon l'IDH diffère sensiblement de leur classification à travers le PIB par habitant⁴. C'est ainsi que le Nigéria est le 148^e pays selon le PIB, mais il rétrograde encore de 14 places selon l'IDH. De même, les Etats-Unis sont le 8^e pays en terme de PIB, mais le 15^e selon l'IDH. A l'inverse, d'autres pays, comme la France, mais également la Chine et l'Iran, se trouvent mieux classés par l'indicateur de développement humain que par le PIB. Cependant, la hiérarchie fondamentale entre pays riches et pauvres n'est pas bouleversée. Les corrections apportées par l'IDH ne propulsent aucun pays pauvre au niveau du plus pauvre des pays riches, et inversement. On a envie de s'exclamer, après tant d'efforts de recherche d'indicateurs alternatifs : tout ça pour ça ! Il est vrai que d'autres indicateurs, plus riches que l'IDH, ont été bâtis, notamment par l'OCDE, mais plus ils sont complexes, plus ils perdent en rigueur et en objectivité⁵.

Le PIB, otage du libéralisme

Quant aux libéraux, ils n'aiment pas le déficit (public). Ils n'aiment pas non plus la socialisation des dépenses de santé. Mais ils aiment bien la croissance libérale. On ne les a jamais vraiment entendus critiquer le PIB quand on utilisait ce dernier pour mesurer la croissance états-unienne des années Reagan.

⁴ « L'indice de développement humain. Classement de quelques pays selon le PIB/hab et écart entre leur place dans ce classement et dans celui selon l'IDH », in : « La bataille des indicateurs », *Alternatives économiques*, n° 283 – septembre 2009, p. 60.

⁵ Par exemple, l'indice « mieux-vivre » de l'OCDE. Cf. « L'argent fait-il le bonheur ? », *Alternatives économiques*, n° 304 – juillet-août 2011, p. 30.

Le 4 octobre 2013, Dominique Taddei consacrait son émission « Ce soir ou jamais » sur France 2, à la question de la répartition des richesses entre générations⁶. Au cours du débat, Christophe Ramaux, membre du cercle des « économistes atterrés », montre que les Etats-Unis dépensent davantage que la France pour la santé, si l'on prend en compte les dépenses privées. Il appuie son raisonnement en fournissant les % respectifs du PIB que représentent ces dépenses de santé dans les deux pays. Réaction immédiate de Simone Wapler, analyste financière, rédactrice en chef des Publications Agora, qui conteste la démonstration au nom du procès en illégitimité que subit le PIB. Comme si, pendant les travaux, la vie ne pouvait pas continuer. Comme si, sous le prétexte que cet indicateur comporte des imperfections, il devenait interdit de comparer les structures de consommation de deux pays quelconques.

Tandis que d'autres surenchérisissent en rappelant l'anecdote nuptiale mentionnée plus haut⁷, elle prétend que le PIB fausse la richesse puisqu'il comprend le « déficit » (lequel ?, public ?, extérieur ?) Elle ajoute que la récession (baisse du volume du PIB) en Grèce (par exemple, - 6,4% en 2012), c'est tout simplement la baisse du déficit (public, on suppose).

Il ne s'est donc rien passé en Grèce. La diminution de 6,2%, en 2012, du volume du PIB, n'aurait aucune signification concrète. Le taux de chômage n'a pas atteint 27,6% de la population en 2013, après avoir régulièrement augmenté dans les années précédentes (moins de 10% en 2008, plus de 20% en 2011). Et si l'emploi total y a diminué de 18,4% entre 2008 et 2013, c'est évidemment sans aucun rapport avec la baisse, entre les mêmes dates, de 23,9% du PIB grec. Pas davantage de baisse drastique des revenus et de la consommation, ni d'augmentation de la pauvreté. Ou plutôt si : il se serait passé quelque chose de très positif (que le PIB déguise en quelque chose de négatif) : le déficit a diminué ! En effet, le déficit public de la Grèce, qui représentait guère moins de 16% du PIB en 2009, est descendu à 6% en 2012⁸. Hourra ! Et comme le PIB comprend le déficit, cela a fait diminuer le PIB. CQFD.

Bien sûr, le PIB comprend le déficit public, puisque le déficit public, c'est un supplément de dépenses publiques sur les recettes, que ces dépenses constituent des achats de biens et de services aux entreprises et que, pour répondre à cette demande, les entreprises réalisent une production, laquelle est comptabilisée dans le PIB.

Mais c'est bien loin d'être du PIB négatif. La confusion résulte d'une confusion entre Etat et nation. Le déficit de l'Etat n'est pas le déficit de la nation, encore moins d'une entreprise de cette nation. Si le déficit d'une entreprise doit venir en soustraction de ce que cette entreprise produit, c'est exactement l'inverse pour l'Etat, puisque le déficit de ce dernier stimule la production des entreprises.

En revanche, ce qui s'est avéré extrêmement négatif en Grèce, c'est précisément la diminution du déficit public, qui a bien fait baisser le PIB non seulement sur le papier, mais

⁶ Sous le titre provocateur : « Faut-il prendre aux vieux pour donner aux jeunes ? »

⁷ Un jour, quelqu'un lui donnera certainement l'onction scientifique en la baptisant « loi de l'influence de la nuptialité sur le PIB »

⁸ L'ensemble de ces données chiffrées a été extrait d' *Alternatives économiques*, n° hors-série n° 98 – 4^e trimestre 2013, p. 91, p. 12 et p. 16

dans une réalité ressentie dans la chair et le sang des Grecs. Elle ne l'a pas fait baisser par définition, comme le laisse entendre cette dame, mais par une relation de cause à effet.